



**VISION DES
PMA POUR
2050:**

**VERS UN AVENIR
RÉSILIENT AU
CHANGEMENT
CLIMATIQUE**

SEPTEMBRE 2019



POPULATIONS RÉSILIENTES
AU CHANGEMENT CLIMATIQUE



ECONOMIES RÉSILIENTES AU
CHANGEMENT CLIMATIQUE



TERRITOIRES RÉSILIENTS AU
CHANGEMENT CLIMATIQUE



RUE COMMERCANTE AU NÉPAL

NOTRE VISION **qui est pour tous les pays les moins avancés, est de mettre en place des voies de développement résilient au changement climatique d'ici à 2030 et de réduire à zéro les émissions nettes d'ici à 2050, afin de permettre à nos sociétés et à nos écosystèmes de prospérer.**

L'initiative pour l'adaptation efficace et la résilience à long terme (LIFE-AR) des pays les moins avancés (PMA) est une initiative créée et pilotée par les PMA afin de définir une vision à long terme en vue d'un avenir résilient au changement climatique. L'Initiative LIFE-AR établit les grandes lignes des ambitieux objectifs auxquels nous, les PMA, nous engageons ensemble afin de garantir qu'aucun de nos pays ne soit laissé pour compte.

L'urgence du changement climatique exige une transformation radicale de la manière d'intervenir des PMA et de la communauté internationale. En collaborant plus efficacement, nous pouvons nous aligner sur les objectifs de développement durable (ODD), l'Accord de Paris, les objectifs d'Aichi pour la biodiversité et le Cadre de Sendai, et atteindre leurs objectifs en mettant en place des mesures concrètes sur le terrain à l'échelle nationale et locale, afin de faire de la résilience au climat une réalité. L'initiative LIFE-AR esquisse une réponse efficace et ambitieuse face au défi que constitue le changement climatique grâce à la collaboration étroite de tous les pays et de toutes les communautés, quel que soit leur degré de vulnérabilité, travaillant ensemble, main dans la main, pour construire un avenir résilient au changement climatique.

Défi et opportunité

Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat et la Plateforme intergouvernementale science-politique sur la biodiversité et les services écosystémiques (IPBES) ont tous deux lancé un sévère avertissement : il reste peu de temps pour éviter un emballement climatique catastrophique et la destruction de la nature.¹ Dans le contexte d'escalade rapide des risques climatiques, nous sommes confrontés à des défis uniques et sans précédent alors que nous œuvrons pour mettre fin à la pauvreté et parvenir à un développement durable. Mettre l'accent sur un renforcement de la résilience à long terme est le seul moyen d'atteindre les ODD, tout en évitant et traitant en même temps des pertes et préjudices à grande échelle.

Les approches « sans changement de politique » du changement climatique ont échoué. On constate qu'il existe encore un déficit important de financement pour l'adaptation dans les pays en voie de développement. Selon les estimatifs, les PMA auront besoin de 93,7 milliards de dollars américains par an à partir de 2020, ne serait-ce que pour honorer nos CDN². Les PMA ne bénéficient que de 18 % du financement climatique mondial, et moins de 10 % du financement issu des fonds climatiques spécialisés arrive jusqu'à l'échelle locale, là où il est nécessaire d'agir pour le climat.³

Il est clair que le financement climatique n'atteint pas ceux qui en ont le plus besoin. Les réponses face au changement climatique qui sont sectorielles, à court terme et dépendantes de projets ont un impact limité. Étant donné que la plupart des initiatives sont définies et pilotées par des acteurs externes, elles ne parviennent pas à renforcer les capacités et à contribuer au développement durable à l'échelle nationale et locale. 87 % des investissements du Fonds vert pour le climat sont effectués par le biais de partenaires techniques et financiers du développement international. Seules 5 institutions se trouvant dans les PMA ont réussi à obtenir une accréditation.

Compte tenu de ces défis, nous prenons des mesures décisives pour multiplier nos propres efforts climatiques et étoffer notre ambition, nous appuyant sur l'initiative LIFE-AR pour ce faire et pour promouvoir l'abandon des approches « sans changement de politique ». L'initiative LIFE-AR impliquera et sera bénéfique à tous les PMA (les PMA « chefs de file », les groupements régionaux qui y sont liés et le groupe dans son ensemble), nous permettant de définir une vision à long terme qui renforcera nos institutions, nos structures et nos systèmes.

Nos partenaires techniques et financiers du développement nous ont rejoints dans le cadre de cette initiative. Ils partagent nos ambitions et reconnaissent que les approches « sans changement de politique » ne suffisent plus. Nous devons tous intensifier et élever notre ambition. Nous devons tous renforcer notre action

pour le climat et nos approches envers celle-ci si nous voulons réduire les vastes incidences des changements climatiques, tout en protégeant la nature et en éradiquant la pauvreté.

Concrétisation de notre vision

Afin de concrétiser notre vision, nous devons approfondir nos connaissances sur le changement climatique et accéder à un financement prévisible et fiable provenant de sources domestiques, privées et internationales nous permettant de développer nos technologies et de renforcer nos capacités. Ceci conduira à :

1. Des populations résilientes au changement climatique vivant dans des sociétés justes, inclusives, sereines et sans pauvreté ;
2. Des économies à zéro émission nette résilientes au changement climatique qui prospèrent et connaissent une forte croissance durable en respectant les limites écologiques ; et
3. Des territoires et des écosystèmes gérés de manière durable, moins vulnérables aux chocs et aux stress climatiques, et ayant recours à des solutions fondées sur la nature.

Notre vision est guidée par les principes d'inclusion, de participation, de justice, d'équité et de ne laisser personne pour compte, particulièrement les PMA les plus fragiles et les régions les plus vulnérables. Nous avons tous pour objectif de quitter le groupe des PMA avant 2050. Certains d'entre nous sont en bonne voie pour atteindre cet objectif d'ici peu. Cependant, l'augmentation des risques climatiques constitue une réelle menace pour nos aspirations et portera considérablement atteinte à nos efforts de développement.

Nous adopterons une approche sociétale afin de garantir un avenir résilient au climat et atteindre nos objectifs de sortir de la catégorie des PMA. Les PMA d'aujourd'hui sont le G47 de demain. Nous nous engageons à continuer à collaborer, tandis que nos membres évoluent au-delà du groupe des PMA, en partageant nos connaissances et nos capacités afin de concrétiser notre vision commune. Nous envisageons notre avenir dans une société résiliente, sereine, autonome et sûre, dans laquelle chacun s'épanouit malgré le changement climatique, tous sont habilités à participer à la prise de décision, et une économie verte, dynamique et soucieuse du climat permet aux écosystèmes de prospérer.

Une vision à part

Nous les PMA définissons, pilotons et menons nous-mêmes notre vision. Elle esquisse notre itinéraire vers un avenir résilient au changement climatique d'ici à 2050, en conformité avec nos propres besoins et priorités. Pour prendre ce chemin, nous ne cherchons plus une simple aide à la planification et à la coordination ou un financement pour des projets d'investissement individuels. Au lieu de cela, nous avons pour objectif de renforcer les capacités et les systèmes institutionnels dont nous avons besoin pour effectuer un changement en profondeur et à long terme. Pour ce faire, nous avons besoin de mécanismes de mise en œuvre pour les PMA qui sont flexibles et tournés vers l'avenir, réactifs à l'évolution des circonstances, besoins et nouvelles connaissances à

mesure qu'ils se présentent, ainsi que transparents et ouverts avec des budgets prévisibles, plutôt que des fonds fléchés, destinés à des activités trop prescrites. Nous voulons que ces mécanismes soient verticalement intégrés avec les systèmes gouvernementaux, tout en facilitant également la collaboration horizontale entre les différents secteurs. Nous ne nous contentons pas d'aller à la chasse aux financements : nous poursuivons notre mission. Cette mission consiste à poser les bases d'un héritage qui garantit que nos institutions ont un bilan solide, et que les décisions quant aux mesures et au financement sont prises selon le principe de subsidiarité, au fur et à mesure que nous nous adaptons à notre nouvel itinéraire vers un développement résilient au changement climatique.

Cette vision sous-tend notre intention d'élaborer des stratégies à long terme relatives au climat selon le paragraphe 19 de l'Article 4 de l'Accord de Paris, et d'énoncer un leadership ambitieux dans le domaine de l'action climatique. Grâce à elle, nous pouvons mieux traiter des répercussions à long terme du changement climatique, et définir plus précisément et actualiser les priorités d'adaptation de nos plans nationaux d'adaptation (PNA) et de nos contributions déterminées au niveau national (CDN), conformément aux objectifs de développement national en matière de résilience et d'éradication de la pauvreté.

Nous sommes tous solidaires

Depuis son inauguration, le groupe des PMA établit des passerelles avec les initiatives existantes.

Nous avons établi un réseau de praticiens et de partenaires de résilience des PMA (experts de l'adaptation et de la résilience issus des gouvernements des PMA, de la société civile, du milieu universitaire, des entités internationales accréditées, des fonds pour le climat, du Groupe d'experts des PMA ou LEG et de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques) afin d'orienter les liens stratégiques, de tirer des leçons des pratiques existantes et de les poursuivre. Nous avons également établi un Groupe ministériel et un Groupe consultatif des PMA afin d'orienter la direction politique et technique de l'initiative, et de garantir que les PMA continuent à piloter sa structure de gouvernance.

Notre vision s'appuie sur les connaissances, les ressources et les travaux des trois initiatives des PMA (Consortium des universités des PMA sur les changements climatiques ou LUCCC, Initiative PMA pour les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique pour le développement durable ou REEEI des PMA, et Initiative LIFE-AR), les unifie et guide les travaux nationaux des stratégies à long terme (SLT). Nous cherchons à apprendre et à nous soutenir les uns les autres, tout en renforçant notre résilience au climat, et aussi à redéfinir nos relations les uns avec les autres, avec les bailleurs de fonds et, plus largement, avec les partenaires de développement afin que nous puissions renforcer nos propres systèmes de mise en œuvre.

NOTRE OFFRE

Nous, les gouvernements des PMA, nous engageons à un développement ambitieux, résilient au changement climatique et à faible émission de carbone. Bien que nous soyons les plus vulnérables aux risques climatiques, nous cherchons à assumer le leadership d'une réponse au changement climatique plus ambitieuse et plus efficace, étant donné que l'approche « sans changement de politique » ne suffit pas pour garantir un avenir résilient au changement climatique et quitter le statut de PMA.

1. Nous mobiliserons l'ensemble de la société pour garantir un avenir résilient au changement climatique et à faible émission de carbone en :

- Priorisant le climat dans nos politiques, plans, budgets et programmes de développement national ;
- Garantissant l'intégration horizontale et verticale à de multiples niveaux et dans de multiples secteurs, du gouvernement et du secteur privé à la société civile, aux organisations non gouvernementales (ONG), au milieu universitaire et aux communautés, en mettant l'accent sur les jeunes, les femmes, les populations indigènes et d'autres groupes traditionnellement exclus ;
- Renforçant le rôle des autorités et des acteurs locaux afin de revitaliser les structures existantes de décentralisation et de garantir la subsidiarité des décisions en matière de climat, la coordination intersectorielle et juridictionnelle avec des mandats plus précis en matière d'action climatique, permettant une planification participative et ascendante, et garantissant que les plans nationaux reflètent les priorités locales.

2. Nous mettrons en place une architecture pour le financement climatique solide, avec au moins 70 % des flux financiers soutenant l'action climatique à l'échelle locale d'ici à 2030. Pour cela :

- Nous renforcerons notre architecture et nos systèmes financiers, de l'échelle nationale à l'échelle locale, à l'aide de solides mécanismes de mise en œuvre qui confient les ressources aux acteurs locaux pour qu'elles soient utilisées en fonction des priorités locales d'adaptation. Une gestion et une utilisation efficaces des ressources publiques seront ainsi garanties. Nous prioriserons les institutions nationales en vue de leur accréditation, et garantirons leur alignement avec les rôles de l'autorité nationale désignée et de l'entité nationale de mise en œuvre ;
- Nous mettrons en place un financement climatique flexible et prévisible à l'échelle locale, bénéficiant d'une véritable transparence, d'une solide responsabilisation et de systèmes de mesure, de notification et de vérification permettant d'en faire le suivi, selon les conditions établies par les PMA⁴. Les approches seront ajustées pour répondre au contexte et aux besoins par le biais de plateformes multi-acteurs inclusives à tous les niveaux ;
- Nous soutiendrons ces mécanismes de mise en œuvre à l'aide de diverses sources de financement international, national, public et privé. Nous tirerons profit des fonds existants, tels que les recettes fiscales, les règlements « pollueur payeur », l'épargne des ménages et les budgets nationaux de développement, et nous réinvestirons localement les fonds collectés à l'échelle locale. Nous utiliserons le financement national pour accroître les opportunités de cofinancement et pour créer un plus grand nombre de partenariats bilatéraux au sein du Groupe des PMA ;
- Nous reconnaitrons l'importance des services écosystémiques, y compris la comptabilisation du capital naturel et les paiements des services écosystémiques, en tant que source de financement national.

3. Nous intégrerons l'adaptation, l'atténuation et la résilience dans nos objectifs nationaux et locaux de développement en :

- Intégrant verticalement et horizontalement les cadres adéquats aux stratégies de développement afin de garantir la concertation des efforts à tous les niveaux. Parmi ces cadres se trouvent les PNA, les CDN et les stratégies à long terme (SLT) pour la faible émission de gaz à effet de serre et le développement résilient au changement climatique ;
- Innovant en élaborant des modèles commerciaux et des technologies qui garantissent, selon le contexte, l'accès à des sources énergétiques et à des technologies vertes respectueuses de l'environnement, et qui mettent l'accent sur des résultats non seulement sensibles au genre mais qui visent aussi à faire évoluer favorablement les inégalités de genre;
- Fournissant un accès à 100 % aux services énergétiques productifs, aux énergies renouvelables pour la production d'électricité et à une efficacité énergétique de première qualité, réduisant l'utilisation d'énergie fossile et électrifiant les systèmes de transport afin de parvenir à une économie à faible émission de carbone ;
- Augmentant nos puits de carbone terrestres par le biais de mesures de gestion, de protection et de conservation des forêts, telles que les règlements administratifs en vue de la protection des ressources naturelles, et l'élargissement des droits et l'implication des communautés.

5. Nous créerons une gouvernance plus inclusive sur les décisions climatiques qui sont axées sur la justice sociale et la modification des rôles entre hommes et femmes en :

- Consolidant les plateformes multiacteurs, multiniveaux et multisecteurs qui permettent aux communautés (particulièrement les plus exclues), aux autorités locales et aux gouvernements, aux ONG et au secteur privé de collaborer en vue d'améliorer le processus de décision sur le changement climatique, de forger une confiance solide, d'éliminer les cloisonnements et d'encourager la collaboration ;
- Adoptant un nouveau discours sur l'inclusion sociale qui met l'accent sur la justice climatique, impliquant l'ensemble de la société (particulièrement les jeunes, les femmes, les populations indigènes et d'autres groupes traditionnellement exclus) dans les décisions, la planification, les programmes, les finances et les technologies ;
- Consolidant la transparence et la responsabilisation en matière de financement, de résultats et d'apprentissage, et le partage des informations climatiques à tous les niveaux ;
- Engageant le dialogue avec le secteur privé afin d'élaborer des plans nationaux d'investissement, en favorisant les politiques et règlements qui promeuvent un avenir résilient et propre, et en soutenant les petites entreprises par le biais de plateformes d'agrégation.

4. Nous renforcerons nos capacités, nos institutions, nos connaissances, nos compétences et notre apprentissage liés au climat en :

- Apprenant, collaborant, soutenant et orientant les autres PMA, particulièrement les plus fragiles, partageant les bonnes pratiques, les conseils et les expériences, réussies ou non ;
- Acquéant une expertise climatique propre aux PMA, particulièrement chez les femmes et les jeunes, en intégrant le climat dans nos systèmes de formation et d'enseignement à tous les niveaux, s'appuyant sur le réseau LUCCC et investissant dans des programmes d'enseignement et la recherche destinés aux leaders actuels, ainsi qu'à la prochaine génération ;
- Intégrant les connaissances techniques et autochtones à la planification et à la prise de décision sur le changement climatique afin de garantir que personne ne soit laissé pour compte, et le transfert des informations climatiques adéquates et personnalisées ;
- Partageant notre expérience en matière de résilience, d'adaptation, d'atténuation et de développement durable sur la scène internationale afin de devenir des centres d'excellence qui soutiennent les efforts de renforcement de la résilience au changement climatique de la communauté internationale.

NOTRE REQUÊTE

Parvenir à un avenir résilient au changement climatique et éliminer le statut de PMA d'ici à 2050 sont des objectifs ambitieux qui requièrent un partenariat des deux côtes. Nous invitons la communauté internationale à se joindre à nous pour concrétiser notre vision d'un avenir résilient au changement climatique. Il s'agit d'une opportunité d'accroître l'efficacité climatique à l'échelle mondiale, de respecter et de mettre en œuvre les ODD et l'Accord de Paris, et de mettre en œuvre de vrais plans d'action à l'échelle nationale et locale dans les pays et les communautés les plus vulnérables. Nous vous exhortons à participer à ce changement historique en vous engageant envers cette réponse à l'urgence climatique axée sur la justice climatique, une réponse collective et à long terme.

Nous demandons à la communauté internationale de :

1. Fournir un financement accessible, prévisible et de haute qualité pour nous aider à mettre en œuvre les ODD et l'Accord de Paris. Soutenir l'intention des PMA de consacrer au moins 70 % des flux financiers à l'action climatique à l'échelle locale d'ici à 2030

Outre la réalisation de l'objectif de 0,7 % d'aide publique au développement et la garantie de la conformité de l'ensemble de l'aide à l'Accord de Paris, nous avons besoin d'un financement climatique supplémentaire qui respecte, comme convenu, l'équilibre « 50/50 » entre adaptation et atténuation. De plus, au moins 50 % des flux totaux devraient servir à soutenir les pays et les communautés les plus vulnérables au monde.

Nous demandons que 70% de l'ensemble des financements de l'action climatique reçus soient investis avec le but principal de soutenir l'action climatique à l'échelle locale. Cette requête est fondamentale pour parvenir à la réponse sociétale que nous visons. Le fait que le financement climatique ne parvienne pas à ceux qui sont les plus affectés – les femmes, les jeunes, les populations indigènes et les autres groupes qui sont historiquement marginalisés - exacerbe les inégalités responsables de la pauvreté et des vulnérabilités. Les acteurs locaux sont les mieux placés pour élaborer des solutions créatives ascendantes repoussant les frontières de l'action climatique, s'adressant de manière cohérente aux facteurs sous-jacents de la pauvreté, du changement climatique et de la dégradation de la nature en vue d'un développement durable.

Nous vous demandons également de :

- Nous fournir un soutien flexible qui apporte un financement sur des durées plus longues - une période minimale de sept ans afin de maximiser son impact - qui nous permettra de mettre en place des mécanismes institutionnels intersectoriels globaux.
- Prolonger les phases de conception des programmes afin d'impliquer efficacement et dès la phase initiale le gouvernement, les communautés et les autres acteurs principaux en vue d'élaborer une vision, des principes, des règles et des critères de prise de décision communs, et d'améliorer le ciblage et les données en vue d'identifier et de soutenir les groupes les plus vulnérables.
- Supprimer les conditions imposées sur les flux financiers, en acceptant les principes de subsidiarité, d'une transparence radicale des flux d'aide publique au développement et d'une gouvernance inclusive des décisions concernant les investissements, nous permettant ainsi de déterminer la meilleure manière d'utiliser les fonds à l'échelle nationale et locale.
- Soutenir les entités financières dédiées afin d'acheminer le financement provenant de sources de plus en plus diverses vers nos fonds pour le climat nationaux et locaux, ce qui nous permet de concrétiser notre vision et nos plans.
- Créer des environnements propices à notre accès au financement climatique et à notre accréditation, avec les entités internationales accréditées fournissant un soutien à long terme à nos institutions nationales et locales, tandis que nous renforçons nos capacités, comblons les lacunes et acquérons une solide expérience en vue de notre accréditation.

2. Collaborer afin de réduire les coûts de transaction et garantir une responsabilité mutuelle derrière le leadership des PMA

L'utilisation finale des financements doit faire l'objet d'un suivi afin d'obtenir une véritable transparence, à la fois des bailleurs de fonds et des PMA, et de permettre d'en tirer des leçons. Cependant, les exigences de mise en œuvre et de rapportage existantes ont des coûts de transaction élevés pour les PMA. Des formats et des exigences de rapportage harmonisés entre les bailleurs de fonds, les fonds pour le climat et les entités accréditées, ainsi qu'au sein même des programmes des bailleurs de fonds, et élaborés avec l'implication des PMA, amélioreront le rapportage et la redevabilité, et diminueront les coûts.

3. Collaborer avec nous sur le long terme afin de renforcer nos capacités institutionnelles nationales et locales

Nous avons besoin de temps et du financement adéquat pour acquérir les connaissances et les compétences nécessaires pour renforcer durablement nos systèmes nationaux et locaux. Aidez-nous à étayer notre expertise nationale en vous appuyant sur nos experts nationaux et nos jeunes professionnels pour obtenir un soutien technique, en investissant dans des réponses sociétales qui mettent l'accent sur les femmes et les jeunes, en collaborant avec LUCCC et les autres institutions nationales des PMA pour former les leaders et les experts nationaux de demain, et en investissant dans les capacités, les programmes d'enseignement, les formations, la recherche et les connaissances.

4. Investir dans nos économies et technologies à zéro émission nette, résilientes au climat

Afin de soutenir l'émergence de micro-, petites et moyennes entreprises, de territoires et de populations résilients au changement climatique, nous vous demandons d'investir dans notre innovation nationale en vue d'acquérir et de transférer les compétences et les connaissances vertes, et les technologies et les infrastructures sensibles au genre. Aidez-nous à revitaliser nos écosystèmes par le biais de solutions fondées sur la nature, en nous appuyant sur la richesse de nos traditions et nos connaissances indigènes.

5. Développer d'ici à 2020 vos propres stratégies ambitieuses en vue de voies résilientes au climat et à faible émission de carbone respectant l'objectif de 1,5 °C

Dernier point, mais non des moindres, nous demandons à tous les pays d'élaborer leurs propres stratégies, comme les y invite l'Accord de Paris, afin de garantir une réponse collective au défi que représente le changement climatique, sans saper les efforts en matière de développement.

Endnotes

¹ CIPV (2018) Global Warming of 1.5°C. Cf. www.ipcc.ch/sr15/ et IPBES (2019) Global assessment report on biodiversity and ecosystem services. Cf. www.ipbes.net/news/ipbes-global-assessment-preview

² Rai, N; Soanes, M; Norton, A; Anderson, S.; Steele, P; Tenzin, J et MacGregor, J. (2015) A fair climate deal in Paris means adequate finance to deliver INDCs in LDCs. IIED briefing. <https://pubs.iied.org/pdfs/17333IIED.pdf>

³ Oxfam (2018) 2018 : Les vrais chiffres des financements climat et Soanes et al. (2017) Delivering real change: getting international climate finance to the local level'. Cf. <http://pubs.iied.org/10178IIED/>

⁴ Seuls 7 % de tous les financements climatiques proviennent de fonds pour le climat dédiés et sont suffisamment transparents pour faire l'objet d'une analyse. Une transparence accrue nous permettrait d'effectuer le suivi de l'efficacité de tous les financements climatiques (Soanes et al. 2017).

Le Groupe ministériel des PMA et le président du Groupe des PMA ont officiellement annoncé et lancé l'initiative LIFE-AR lors de la COP24. Elle consiste en un processus de délibérations avec l'ensemble des PMA, orientant l'élaboration de cette Vision pour 2050, de cette offre et de cette requête. Sous la direction, l'orientation et l'expertise du Groupe ministériel des PMA, du Groupe consultatif des PMA, du président du Groupe des PMA et du responsable technique de l'initiative LIFE-AR, six ateliers techniques auxquels ont participé près de 200 experts d'Afrique anglophone et francophone, et d'Asie-Pacifique, ainsi que plus de 400 experts réunis lors de la COP, l'ACB et NAP Expo, un appel public à témoignages donnant lieu à 100 dossiers de retour d'expérience et 80 entretiens, ont permis de rassembler de précieux renseignements et expériences des experts et des partenaires de résilience des PMA afin d'élaborer notre Vision pour 2050.

Site web: www.ldc-climate.org

Twitter: [@LDCchairUNFCCC](https://twitter.com/LDCchairUNFCCC)



RIZICULTURE AU BANGLADESH



**POPULATIONS
RESILIENTES AU
CHANGEMENT
CLIMATIQUE**



**ECONOMIES
RESILIENTES AU
CHANGEMENT
CLIMATIQUE**



**TERRITOIRES
RESILIENTS AU
CHANGEMENT
CLIMATIQUE**